



## FINANCES PUBLIQUES LIQUIDÉES USAGERS SACRIFIÉS !!

***Vous êtes ici aujourd'hui car vous avez l'habitude d'être reçu dans votre Centre des Finances Publiques avec un maximum de professionnalisme de notre part... Demain, ce ne sera plus possible, car tout est fait pour nous empêcher de répondre à vos attentes !***

Entre 2002 et 2016, les gouvernements successifs ont **supprimé 35 000 emplois** dans notre administration, alors que, dans le même temps, les statistiques réalisées par notre propre direction montrent que la demande de renseignements, au guichet et au téléphone, ne cesse d'augmenter. Cette année, le projet de loi de Finances 2017 prévoit encore **1815 suppressions** d'emplois.

**Dans le Tarn**, cela se traduit par la suppression de **130 emplois** en 10 ans.

Ces réductions d'effectifs poussent notre administration à se concentrer sur certaines missions et à en sacrifier d'autres. Très clairement, **l'accueil de l'utilisateur n'est plus une priorité**. Le message est sans équivoque : internet doit être la solution à tous vos problèmes. Et si vous n'êtes pas d'accord, sachez que **le législateur n'a pas hésité à contraindre les usagers professionnels**, par le biais d'amendes et de majorations, à utiliser ces moyens de communication dématérialisés.

De fait, **notre direction ne cesse d'éloigner le service de l'utilisateur**. Après les fermetures des trésoreries de Cuq-Toulza, Lisle-sur-Tarn, Castelnau-de-Montmiral, Vielmur, Lautrec, Monesties, Brassac, et Montredon-Labessonnié, ce sont les trésoreries de Vabre, Labruguière, et Saint-Amans-Soult qui fermeront et disparaîtront de la carte des services publics de proximité de notre département au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Depuis 1 an, nos Centres des Finances Publiques sont fermés au public 2 demi-journées par semaine, et même 2 jours pour certains petits sites. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Centre des Finances Publiques de Castres sera également « fermé » 1 jour de plus, puisque le jeudi sera réservé à l'accueil des usagers ayant préalablement pris rendez-vous.

Pour les usagers sacrifiés, le sabotage de notre ministère signifie dès à présent **des files d'attente qui s'allongent**.

**Bientôt, vous ne pourrez même plus nous téléphoner** : des plates-formes téléphoniques sont développées, les centres de contacts, qui éloignent encore l'utilisateur du gestionnaire de son dossier et participent à la déshumanisation de l'accueil fiscal.

**Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu**, qui devrait être mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2018, **n'apportera aucune simplification**, car les particuliers devront continuer à déclarer leurs revenus... mais ne trouveront plus personne pour les aider et les assister dans leurs démarches.

**Les agents des Finances Publiques s'opposent fermement à ces réformes**. Faute de moyens suffisants, nos services ne seront plus en mesure d'assurer un accueil de qualité, et de proximité.

## ENSEMBLE, DEFENDONS NOS SERVICES PUBLICS